

Des milliers d'ex-rebelles en mouvement vers le nord du Burundi

PANA, 16/03/2009 Bujumbura, Burundi - Quelque 3.514 ex-combattants des Forces nationales de libération (FNL) devaient quitter lundi dans la journée, différentes positions montagneuses de l'ouest du Burundi pour rejoindre le site de rassemblement de Rubira, plus au nord, dans le cadre du processus de leur démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) dans une nouvelle vie socio-professionnelle, a-t-on appris de source proche de l'ex-rébellion burundaise. Des camions de l'armée rwandaise sont allés attendre les candidats à la démobilisation au marché de Gita, une localité du sud de Bujumbura, pour les acheminer par la suite vers le grand site de rassemblement de Rubira, a indiqué à la PANA, le porte-parole des FNL au sein du mécanisme conjoint de vérification et de suivi de l'accord de cessez-le-feu liant le mouvement rebelle et l'Etat burundais depuis septembre 2006, Anatole Bacanamwo.

Rubira fait partie de six sites d'accueil des combattants encore dispersés dans les maquis de Bujumbura rural, Bubanza et Cibitoke, trois provinces frontalières de la capitale burundaise. Le principal site de Rubira dispose de toutes les commodités d'accueil en eau potable, abris et toilettes pour héberger, à lui seul, jusqu'à 6.000 candidats à la démobilisation, a précisé M. Bacanamwo. Le mouvement rebelle revendique en tout quelque 21.000 combattants encore dispersés dans la nature et dont le rassemblement dans des sites connus et sécurisés par des forces de l'Union africaine (UA) pourrait prendre plus de deux semaines, a encore fait savoir M. Bacanamwo. D'aucuns doutent cependant, de la véracité de ces impressionnants effectifs presque égaux à ceux de l'armée gouvernementale de 25.000 hommes, contrairement au porte-parole des FNL, qui a affirmé l'existence "réelle et vérifiable" d'une liste de 21.000 combattants ainsi que leurs grades dont dispose aujourd'hui le mouvement rebelle sur le terrain. Le début du processus de démobilisation des combattants du dernier des sept ex-principales rébellions du pays a été accueilli généralement avec l'opinion comme étant un "pas important" dans la recherche d'une paix durable au Burundi. Des obstacles subsistent néanmoins, pour arriver à mettre fin à une tenace guerre civile vieille de plus de 15 ans et ont principalement trait à l'agrément des FNL en tant que parti, ainsi qu'à l'avenir politique des cadres rebelles. "L'agrément du mouvement rebelle pourrait intervenir d'un moment à l'autre", a cependant rassuré M. Bacanamwo, en se fondant sur les procédures administratives "bien avancées" au ministère de l'Intérieur pour sortir les FNL de la clandestinité politique. L'ancien Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL), et plus vieux mouvement rebelle burundais de 29 ans, a récemment levé les derniers obstacles à son agrément en acceptant de changer d'appellation à caractère ethnique pour se commuer en "Forces nationales de libération" (FNL). La constitution en vigueur au Burundi n'accepte pas, en effet, l'existence légale d'associations à caractère politique fondées sur une ethnie, religion ou religion donnée. Concernant l'avenir politique des cadres rebelles, une trentaine de postes de responsabilité les attendent déjà dans les différentes institutions du pouvoir central, leur fait-t-on miroiter du côté du gouvernement burundais.